

Greffer à Strasbourg le cœur d'Euroland

(Par Jean-Paul Picaper) – Lors de sa conférence de presse commune à Berlin avec Emmanuel Macron, le 15 mai dernier, la chancelière Angela Merkel a déclaré : « Il est possible de modifier les traités européens pour renforcer la zone euro ». Son hôte français a répondu : « Je n'ai pas de tabou sur le changement des traités européens ».

Emmanuel Macron inaugurerait en septembre 2015 la Foire européenne de Strasbourg. Il était alors ministre de l'Économie. Il y relança son idée de doter la zone euro d'un « *vrai budget, avec un gouvernement économique et avec un vrai Parlement de la zone euro (...) qui pourrait s'installer à Strasbourg* ». « *Je suis convaincu, ajoutait-il, que Strasbourg a une carte utile à jouer parce que la vitalité démocratique passera par ce Parlement de la zone euro* ». Pour lui, cela ne faisait visiblement pas l'ombre d'un doute que Strasbourg ait vocation à être au cœur d'Euroland. Pourquoi ne pas le prendre au mot alors qu'il est aujourd'hui président de la République ? Ne l'avons-nous pas élu pour qu'il arrache l'euro et l'UE aux visées mortifères du Front National ?

Se tournant vers l'Allemagne, le ministre avait ajouté : « *Il y a un vrai débat en Allemagne sur la pertinence d'un Parlement de la zone euro, je m'en réjouis. Je vais continuer avec Sigmar Gabriel à faire des propositions précises* ». Il publia effectivement un article cosigné avec son collègue du SPD, alors ministre allemand de l'Économie, entre-temps aux Affaires étrangères. Deux mois avant, dans un entretien à la presse allemande, il avait estimé que ce Parlement de la zone euro pourrait se faire sous la forme « *d'une chambre du Parlement européen composée des députés des seuls États-membres de la zone euro* ». Quelle qu'en soit la manière, ce qui importe est que la politique économique et financière commune soit légitimée par voie d'élections, donc par un Parlement d'Euroland. Tel est l'avis que m'a donné lui aussi le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble (CDU). L'idée est, m'a-t-il dit, de créer un parlement élu de « *la coopération renforcée euro* ».

Pincée peut-être de ne pas être l'auteur du projet, la chancelière Merkel l'avait mal reçu, déclarant qu'il y avait « *sûrement d'autres idées* » que celles de Paris à ce sujet. Mais Wolfgang Schäuble que j'interviewai peu après à son bureau de Berlin, se plaignit que Gabriel et Macron lui aient « *piqué* » son idée de Parlement de la zone euro. « *C'est moi qui ai lancé cette proposition* », m'assura-t-il. Je pris bonne note de cette réponse. Magnanime envers ses collègues, M. Schäuble me fit après coup radier du texte cet aveu de paternité. Mais il développa son idée : « *La faiblesse de l'Union monétaire tient au fait que nous avons mis en commun la politique monétaire sans créer de politique économique et financière commune pour l'accompagner . (...) Il suffirait pour cela que les membres du Parlement européen élus*

dans les pays de la zone euro se constituent sous forme de parlement de ladite zone. Le Royaume-Uni n'en fait pas partie. Les députés britanniques n'ont pas vocation à intervenir dans les affaires de la zone euro. Il y a une formule anglaise qui dit : « No taxation without representation. » Inversons-la : « No representation without taxation. » Celui qui n'assume pas de charges ne peut pas prendre part aux décisions ». Notre chance à présent, est que l'obstacle britannique soit levé pour cause de Brexit.

Par son indifférence, Paris a laissé le champ libre aux manigances des Britanniques qui organisèrent la campagne de pub anti-Strasbourg et pro-Bruxelles comme on vend du dentifrice ou une savonnette. Trop de gouvernements français n'ont ni perçu que Strasbourg était un levier de la politique française, ni saisi la perche que leur tendaient des Allemands - dont Helmut Kohl à l'époque - pour valoriser la métropole alsacienne. Ce n'est pas demander la lune que de vouloir domicilier le Parlement d'Euroland et son ministre des Finances à Strasbourg ! Seulement, devant la passivité de la France, les Allemands qui soutenaient le projet, avaient fini par baisser les bras. Y compris le député d'Offenburg au Bundestag, Wolfgang Schäuble, qui a pourtant une prédilection intime pour la capitale alsacienne.

S'ajoute que Strasbourg répond à l'une des conditions initiales de l'unification de l'Europe, à savoir que ses organes dirigeants ne s'installeraient pas dans des capitales de pays membres. Au départ, Liège devait être un des sièges de l'Europe, mais des députés ont préféré Bruxelles pour sa vie nocturne. Et on a laissé faire. Ramenez donc au moins les députés d'Euroland à Strasbourg !

Mardi dernier, les « DNA » nous ont rappelé qu'Emmanuel Macron a accompli son stage de l'ENA à Strasbourg, qu'il a vécu en coloc à Hohenheim et chanté Barbara sur le parvis de la cathédrale. Que son épouse a enseigné à Truchtersheim. Qu'Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, est né à Strasbourg.

Alors, amis alsaciens, remuez-vous ! Vous avez de bonnes cartes en main. C'est un Béarnais « monté » à Strasbourg qui vous le dit.

Jean-Paul Picaper